



Déclarations et Discours

N° 82/22

CULTURE, TECHNOLOGIE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Discours prononcé par M. de Montigny Marchand, sous-ministre (Politique étrangère) au ministère des Affaires extérieures, à l'occasion de la conférence de l'Association canadienne des études prospectives, à Vancouver, le 14 août 1982.

... Mon métier, en l'occurrence la gestion des relations étrangères du Canada, tend à être dominé par les réalités du présent : la crise des îles Falkland, le Moyen-Orient, la maîtrise des armements, les pluies acides, etc. Il ne s'agit pourtant pas de privilégier ce qui est urgent au détriment de ce qui est important, car ces questions sont tout aussi importantes qu'urgentes, et leur importance se prolonge également dans l'avenir.

En effet, la conduite des relations internationales est une dure école pour le futurologue. Selon Henry Kissinger, « esquiver une difficulté, c'est appeler une crise. Il faut façonner l'avenir, sinon on court à la catastrophe. »

Je ne veux pourtant pas laisser entendre que l'avenir est une simple extrapolation du présent. Je tiens cependant à souligner l'importance de la continuité comme celle du changement. Dans mon domaine, le problème n'est pas tant de prévoir les changements que d'expliquer pourquoi les choses demeurent telles quelles.

Mon travail m'oblige également à manifester du respect pour ce que James Eayrs a décrit comme le destin et la volonté dans les relations internationales : les modèles de changement qui se répètent, les accidents qui font échouer les plans, la nature migratoire du pouvoir politique ou de la supériorité économique, l'irrationalité dont font preuve des chefs de gouvernement ou des États.

Certains types de comportement international, que l'on aurait cru disparus depuis longtemps, atrophiés ou contenus, ont tendance à revenir. Des religions fondamentalistes reprennent vie sous forme de force internationale. L'Argentine déclare la guerre à propos d'une revendication territoriale vieille de cent ans. La crise polonaise exige que l'on réexamine l'accord de Yalta. Beaucoup trop souvent, nous sommes donc condamnés aussi bien à étudier le passé qu'à le voir se répéter.

Le caractère urgent du présent, la persistance des continuités, les vagues-hésitations de l'histoire et les accès troublants d'irrationalité ont tous tendance, dans mon domaine, à me faire hésiter un peu lorsque j'envisage l'avenir.

Je m'empresse toutefois d'ajouter que j'envie ceux qui y font face avec ludicité, et je suis extrêmement désireux d'en apprendre davantage à l'occasion de nos présentes

**Il y a culture
et culture**

délibérations. Ma contribution consistera aujourd'hui à analyser le thème de la conférence dans l'optique de la politique étrangère du Canada.

Je tiens ici à applaudir à votre décision d'adopter la définition que donne l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture) au terme « culture ». La dernière fois qu'on les a comptées, on a dénombré plus de deux cents définitions du terme. La définition fonctionnelle, et même légèrement anthropologique, qu'en offre l'UNESCO, m'évite donc de faire la part des cultures supérieure, inférieure, populaire et de la contre-culture dans une définition de mon propre cru.

La définition proposée par l'UNESCO, qui mérite d'être répétée ici, est la suivante : « La culture est un système de valeurs dynamique constitué d'éléments appris, dont les idées, les conventions, les croyances et les règles permettent aux membres d'un groupe de se situer les uns par rapport aux autres et par rapport au monde, et de mettre en valeur leur potentiel créateur. »

Vous comprendrez pourquoi je préfère insister sur les façons dont les Canadiens se situent par rapport au monde, et vous me pardonnerez si j'interprète assez largement les idées, les conventions et les croyances des Canadiens. En tant que fonctionnaire, je me dois d'être particulièrement conscient des attitudes, des idées, des valeurs et des préférences qui ont cours dans la société canadienne. Elles forment, au niveau des politiques, un bouillon de culture où s'élabore l'activité gouvernementale, à peu près — passez-moi l'expression — comme le bouillon de culture dans un yogourt ou une boîte de Petri.

Et si la science-fiction peut aider d'une façon quelconque à expliquer des faits culturels, je vous conseille de lire la trilogie *Dune* de Frank Herbert. Dans une brillante comparaison, Herbert crée une planète où les valeurs culturelles sont d'abord simples et austères pour devenir complexes et sournoises, en conformité avec la rareté des ressources, la ferveur religieuse et narcotique, les progrès techniques, le contrôle des conditions climatiques et l'interaction avec d'autres planètes et espèces.

Herbert crée ce que seule la fiction permet de créer, c'est-à-dire un concept de culture totale sur une planète entière où les éléments de la nature, de la science et du pouvoir se combinent, avec la capacité de rappeler le passé et de prédire l'avenir. C'est en quelque sorte dans une telle optique générale, abstraction faite du don de prophétie, que je vous invite à considérer le milieu ambiant de la politique canadienne, bouillon où interviennent l'environnement, l'histoire, les valeurs sociales, les réalisations intellectuelles et les choix politiques du Canada.

Le monde extérieur y occupe une place toute particulière. C'est d'ailleurs cet aspect que je voudrais étudier en m'arrêtant à la façon dont le Canada perçoit le monde et à la façon dont il s'y insère. Et si je remonte un peu dans le passé, ce n'est que pour mieux éclairer l'avenir.

Quatre thèmes

Mes observations, toutes personnelles et souvent contestables, s'articulent autour de quatre thèmes.

Le premier porte sur certaines continuités formatrices qui, à mon avis, déterminent la façon dont les Canadiens perçoivent le monde et se perçoivent eux-mêmes.

Le deuxième traite du changement et de la vulnérabilité qui ont marqué, ces derniers temps, notre propre expérience, et qui ont imprimé une fluctuation et une évolution à certaines de nos idées et de nos croyances.

Le troisième, qui vise à faire la lumière sur notre démarche politique, parle de deux courants de la politique étrangère canadienne, que l'on considère souvent opposés l'un à l'autre. Mais je ferai de mon mieux pour vous démontrer qu'il ne s'agit en somme que de l'avvers et de l'envers de la même médaille.

Et le quatrième thème, en guise de conclusion, porte sur l'optimisme et le pessimisme que suscite notre dialectique dans une perspective d'avenir.

**Éléments
formateurs**

D'abord, quelques éléments formateurs, soit certaines des continuités de notre démarche politique.

L'espace, la géographie et le climat constituent, à bien des égards, les courants formateurs les plus fondamentaux. Ils sont à ce point évidents qu'il faut s'y arrêter un peu pour les comprendre.

L'énorme étendue et la rigueur climatique du pays expliquent divers comportements, qu'il s'agisse de l'initiative dont nous avons fait preuve à la Conférence sur le droit de la mer ou du travail consulaire de nos missions en Californie ou dans les Antilles. Ils expliquent pourquoi nous nous sommes tournés très tôt vers les techniques des transports et des communications, et pourquoi nous connaissons si bien les impératifs énergétiques de ces techniques. Ils peuvent également expliquer pourquoi le Canada est la patrie de ces deux prophètes de la culture et des communications, Harold Innis et Marshall McLuhan.

À mon avis, notre espace et notre climat engendrent également des valeurs telles que l'indépendance et l'entraide, les récompenses du goût de l'aventure et nous encouragent à la mobilité. Ce qui surprend peut-être, c'est que notre expérience de l'espace et des distances n'a pas nourri un goût de l'isolement mais, au contraire, semble nous avoir préparés à accueillir l'existence d'un monde plus vaste et nous avoir prédisposés à nous intéresser à sa diversité.

Cette prédisposition a d'ailleurs été renforcée par la composition de notre peuple, français et anglais par ses racines, multiracial par son évolution. Un peuple qui a d'abord été héritier puis importateur des valeurs, des coutumes, des langues et des

croyances de nombreux pays avec lesquels il a conservé des liens ou des amitiés.

Notre géographie et notre démographie contribuent, à bien des égards, à façonner notre perception du monde, mais elles ne sont pas sans créer certains problèmes, notamment la fragmentation et la discordance qui s'installent entre régions, paliers de gouvernement et groupes ethniques, l'importation de tensions ou d'allégeances politiques étrangères et, peut-être, une tendance à se concentrer sur des questions isolées plutôt que de se mesurer à la complexité de l'intérêt national dans son ensemble.

Attachement au commerce

Une autre continuité est celle de notre attachement au commerce.

Le commerce nous a fait prendre conscience avec plus d'acuité du monde extérieur, et de notre dépendance à son égard, et nous a aussi fourni des motifs d'influer sur les événements et les décisions dans les capitales étrangères. Le commerce nous a également appris notre vulnérabilité face aux chocs et aux changements dans l'économie mondiale, et a fortement consolidé nos intérêts dans un système international juste et ouvert.

Par ailleurs, les circonstances économiques ont suscité et suscitent toujours le dilemme de la promotion et de la protection de notre propre industrie dans une perspective nationale. La tension qui met en balance notre adhésion au principe d'un système mondial ouvert et notre volonté de consolider notre propre souveraineté est l'une des caractéristiques fondamentales de notre vie nationale et de notre démarche politique passée, présente ou future.

Mais nos continuités formatrices ne se limitent pas au plan fonctionnel. Elles englobent ce « système de valeurs dynamique » dont fait état la définition de l'UNESCO. Dans le contexte mondial, nos valeurs sont, à l'évidence, celles des démocraties contemporaines industriellement avancées à cette différence près, que je ne peux expliquer par aucun facteur déterminant : l'envie typiquement canadienne d'intervenir dans le façonnement du monde.

Je n'éprouve aucune gêne à parler de cet esprit missionnaire qui est à l'origine de quelques-uns de nos hauts faits sur la scène internationale. Il peut procéder ou non du froid calcul de notre intérêt national, d'une envie incontrôlable que nous avons bien fait de contenter. Au mieux, notre activisme moral projette à l'étranger une fière image de nos principes politiques.

Nous sommes confiants, constructifs, conciliants, optimistes et bons joueurs. Mais notre esprit missionnaire peut aussi, à l'occasion, nous amener à surestimer notre pouvoir et notre influence, à nous exposer aux critiques qui sont invariablement dirigées contre les idéalistes, accusés de faire preuve de naïveté ou d'hypocrisie et de s'illusionner.

**Liens étroits
avec les États-
Unis**

Les complexités de nos rapports avec les États-Unis sont étroitement liées à certains des éléments formateurs de notre culture. Dans un brillant ouvrage intitulé *A Nation Unaware*, Herschel Hardin préconise que la position du Canada, par rapport à celle des États-Unis, est celle des trois contradictions fondamentales de l'expérience canadienne, contradictions au sein desquelles le Canada s'est défini.

Je ne tiens nullement à sous-estimer l'importance, pour le Canada, de la proximité des États-Unis qui s'étendent de l'autre côté d'une frontière sans défense, mais ce uniquement sur le plan militaire. Cependant, vu l'attention que nous accordons actuellement aux relations canado-américaines, il peut sembler bien curieux, en y pensant, que nous ayons survécu à la période coloniale lorsque les échanges, commerciaux ou autres, avec la jeune république américaine étaient frappés d'interdit. Cela a donné lieu, notamment, à toute une série de liens spéciaux avec les Antilles où, jusqu'à ce jour, notre comportement diffère considérablement de celui des États-Unis.

**Le Canada jouit
de la sécurité**

Voisin des États-Unis sur le plan géostratégique, le Canada est un lieu relativement sûr dans un monde qui l'est assez peu. Voilà une autre réalité fondamentale de notre pays. Cette situation privilégiée du Canada est d'autant plus frappante lorsque l'on considère que nous vivons dans un siècle où la violence entre États continue d'être l'un des moyens choisis pour résoudre les différends, et où les frontières nationales sont quotidiennement violées par la force ou par la menace de la force.

Notre expérience sur ce plan diffère d'ailleurs tellement de celle de l'Afghanistan, de l'Ouganda, d'Israël, de la Pologne ou de l'Argentine, par exemple, que nous nous situons presque à l'autre extrémité de l'échelle de la paix et de la sécurité nationales. Ceci ne nous empêche pas d'avoir participé aux deux guerres mondiales, ni d'être solidaires de l'effort de défense collective de l'Occident. Mais il reste, à mon avis, que nous avons été remarquablement à l'abri de la violence et de l'instabilité qui perturbent actuellement la vie quotidienne dans le monde.

Il existe d'ailleurs d'autres éléments formateurs que traduisent notre vision du monde et notre comportement sur la scène internationale, soit : notre empathie face aux pays en voie de développement dont l'économie est tributaire des ressources naturelles, notre conscience de l'hinterland, les préoccupations maritimes dans un pays bordé par trois océans, un accent de nordicité, l'innovation dans l'entreprise publique, et ainsi de suite. Il s'agit là de quelques-unes des constantes qui, à mon avis, nous marqueront toujours sous une forme ou une autre.

**Évolution de
la politique**

Toutefois, le démon du changement est certainement à l'œuvre. Ce qui m'amène maintenant à aborder mon deuxième thème, à savoir que certains domaines témoignent de la mutation et de la vulnérabilité du substrat de notre politique étrangère, résultant dans une large mesure de notre récente expérience et de nos appréhensions au sujet de l'avenir.

Au cours des quinze dernières années, la situation mondiale a forcé le Canada à préciser, en tant que nation, ses objectifs et ses intérêts sur la scène internationale. Fait assez curieux pour un pays qui amorce son deuxième siècle d'existence, le Canada a été accaparé par des questions de souveraineté nationale telles que les frontières maritimes et la maîtrise de la pollution dans l'Arctique, le contrôle des médias électroniques, la mise en valeur de nos ressources et, évidemment, la détermination de notre structure économique.

L'attention que nous accordons aux institutions internationales est un autre domaine qui témoigne des valeurs qui président à nos politiques. Notre participation active aux travaux des Nations Unies, du Fonds monétaire international (F.M.I.), de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), du Commonwealth et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), qui dès le début a été marquée au coin de l'imagination, est de plus en plus entachée par le sentiment que ces institutions sont lasses et épuisées, qu'elles ne répondent ni à nos aspirations en vue d'une stabilité globale ni à nos intérêts en tant que nation indépendante.

Peut-être existe-t-il un empressement sous-jacent à conclure que l'ère des institutions et des systèmes internationaux est révolue et que la réalité à laquelle nous devrions souscrire dorénavant est celle d'un monde prédateur et protectionniste où les règles d'or sont celles de l'insouciance et du chacun pour soi.

Cette attitude prend évidemment le contre-pied de notre esprit missionnaire et de notre adhésion à l'ordre mondial. Elle est le reflet d'une époque de difficultés économiques, d'agitation apparemment fortuite et de surcharge des institutions du système mondial. À mon sens, si notre adhésion fondamentale aux institutions internationales reste entière, il faut cependant voir un signe de maturation simplement en ce que nos attentes ont été tempérées, depuis l'après-guerre, par le sens des réalités.

Permettez-moi d'ajouter un autre élément à cette esquisse du changement et de l'évolution de notre attitude face au monde et face à nous-mêmes. J'ai qualifié la diversité démographique du Canada d'atout national important. En outre, nous sommes fiers de constituer une société libre et tolérante.

Difficultés à surmonter

Et pourtant, si l'on considère nos valeurs et notre avenir, l'une des questions les plus troublantes est de savoir si la société canadienne conservera cette grandeur d'esprit. Les préjugés raciaux, l'animosité à l'égard des nouveaux venus, le ton de plus en plus strident du débat public sur des questions sociales sont, à mes yeux, les signes les plus inquiétants de l'éventuelle érosion de nos caractéristiques traditionnelles.

Ces phénomènes négatifs se répercutent sur notre programme d'immigration, sur l'accueil que nous réservons aux réfugiés, sur nos attitudes face à l'aide économique

accordée aux pays en voie de développement, sur notre crédibilité internationale et l'efficacité avec laquelle nous essayons de promouvoir les droits de la personne et les valeurs démocratiques. En somme, plus nous déprécions les autres, plus nous nous rabaissons.

J'ai fait allusion au démon du changement auquel certains prêtent le nom de technologie. Certes, au chapitre de la politique étrangère, la technologie nous a fait emprunter des voies nouvelles et inexplorées : le flux de données transfrontière, les systèmes d'armes de la « zone grise », la radiodiffusion directe par satellite, l'exploitation minière des fonds marins, les ADACs (avions à décollage et à atterrissage courts), Télidon, les pluies acides, et ainsi de suite.

Mais ce qui revêt une importance vitale pour notre culture, c'est la question de savoir où nous nous situerons en tant que pays, dans la foulée darwinienne de l'innovation technique et de l'obsolescence. Il nous faut savoir, entre autres, si nous pouvons soutenir la cadence, si nous pouvons recenser les secteurs de concentration qui s'imposent et garantir un milieu international propice à leur développement. Il faut déterminer si nous devons être à la fine pointe du progrès technique ou revenir au rôle de pourvoyeur de ressources, ou encore, faire les deux en même temps.

L'action : deux écoles de pensée

J'ai jusqu'à maintenant tenté d'esquisser quelques-uns des éléments de continuité et de changement dans ce que j'ai appelé le bouillon de culture qui conditionne la politique étrangère canadienne. Je voudrais maintenant préciser comment ces éléments ont été exprimés à travers nos actions, nos priorités et nos initiatives internationales.

Si d'aucuns prétendent qu'il existe, au départ, deux écoles de pensée, je tenterai pourtant de vous démontrer qu'il ne s'agit vraiment que d'une seule. Ces deux écoles sont souvent nommées d'après les hommes d'État canadiens qui y sont le plus couramment associés. Il s'agit donc de l'internationalisme pearsonien et de la conception trudeauvienne des intérêts nationaux.

À mon avis, ces deux courants ne sont en aucune façon mutuellement exclusifs. Ils sont l'un et l'autre profondément enracinés dans notre culture, et l'importance accordée à l'un ou à l'autre dépend autant des réalités internationales que de notre humeur nationale. En outre, ces deux thèmes figurent, pour le meilleur ou pour le pire, parmi les instruments qu'utilisera notre pays pour façonner son avenir.

L'internationalisme pearsonien

Lorsque l'on fait allusion à l'internationalisme pearsonien, on parle généralement de l'après-guerre et de la participation active du Canada et de nombreux Canadiens éminents à la mise sur pied d'institutions diverses. À l'occasion de la conférence de San Francisco de 1945, au cours de laquelle l'Organisation des Nations Unies a été créée, ou à l'occasion de la création de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord en 1949, le Canada était non seulement présent, mais sa présence était bien évidente, tant par ses paroles pondérées que par son influence.

C'était l'époque où notre propre vigueur nationale, notre influence dans le monde, étaient peut-être à leur meilleur par rapport aux autres. Nos forces armées étaient considérables et modernes. La conjoncture économique était adaptée au développement de l'après-guerre et notre infrastructure n'avait pas été ravagée par la guerre.

Et pourtant, je crois que nous apprenons quelque chose de nous-mêmes et de notre culture du fait que, au moment où notre puissance nationale avait atteint son apogée, nous avons choisi de canaliser nos énergies vers la création d'un système international en vue de promouvoir la sécurité et la prospérité pour les autres autant que pour nous.

Les hommes d'État canadiens de cette époque ne voyaient aucune contradiction entre l'ordre mondial et l'intérêt national. Nous en étions ainsi venus très rapidement à la conclusion que nous ne pourrions atteindre nos intérêts nationaux que dans un milieu international ouvert et stable. Nous avons besoin de nous affirmer si nous voulions participer au façonnement du monde de l'après-guerre. Nous en avons d'ailleurs retiré des avantages. Comme le disait Lester Pearson de l'OTAN, cela représentait une forme d'assurance collective qui, faut-il le souligner, était moins coûteuse qu'une assurance personnelle.

La politique nucléaire

Cette observation m'amène à un autre élément clé du cadre de la politique étrangère canadienne, élément qu'il n'est pas du tout facile à expliquer. Sur le plan de la sécurité, nous avons toujours opté pour l'assurance collective et nous avons choisi de propos délibéré, à l'ère nucléaire, de ne pas mettre au point nos propres armes nucléaires. Nous avons fait ce choix même si nous étions, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans le club très sélect des pays qui disposaient de la technologie et des ressources nécessaires pour produire de telles armes.

Ce fut là une décision fondamentale qui s'est réverbérée sur notre passé tout autant qu'elle a conditionné notre avenir. Elle nous a amenés à adhérer à des accords de sécurité collective et à souscrire aux obligations qu'ils comportent en Europe et en Amérique du Nord. Elle nous a placés à l'avant-garde des utilisations complexes et controversées du nucléaire à des fins pacifiques, et nous a rendus experts en matière de garanties contre les utilisations militaires de la technologie nucléaire et en matière de politique de non-prolifération. Enfin, ce choix nous a sensibilisés à la vulnérabilité stratégique de notre interposition entre les deux superpuissances.

Le refus de l'arme nucléaire n'est pas intervenu dans l'ignorance de notre potentiel. Les futurologues devraient prendre note qu'en 1934, quand l'arme nucléaire n'avait pas plus de substance qu'une ombre sur le mur d'un laboratoire, Lester Pearson prédisait, et je cite : « Il est tout à fait probable que dans vingt-cinq ans les armes actuelles seront tout aussi désuètes que les piques et les tomahawks... Nous entrons presque dans le domaine du fantastique quand nous songeons à la puissance destructrice de l'énergie atomique... Si cette énergie est jamais libérée... et utilisée à des fins destructrices, nous obtiendrons bel et bien la paix mondiale, puisque le monde aura volé en mille miettes. »

C'était, en 1934, ouvrir une fenêtre remarquable sur l'avenir. D'ailleurs, l'évaluation politique de Lester Pearson reste toujours valable en ce sens que la crainte de l'holocauste nucléaire a jusqu'à maintenant fait régner une situation qui, sans pouvoir être assimilée entièrement à la paix, ne peut pas non plus être qualifiée de guerre.

Il ressort donc que le renoncement délibéré à l'arme nucléaire s'est développé au Canada, comme dans aucun autre pays à l'époque, avec en contrepoint la pleine connaissance de la puissance que pouvait donner l'arme nucléaire et la capacité de produire cette arme nous-mêmes.

À mon avis et, à l'évidence de l'avis des gouvernements qui se sont succédé à Ottawa, un tel choix est si profondément enraciné dans le substrat politique du Canada qu'il ne s'agit pas vraiment d'un choix. La question ne se pose donc même pas. Certes, on continue d'en débattre les ramifications, mais sans pour autant remettre en cause, à juste titre me semble-t-il, le refus fondamental de l'arme nucléaire. C'est dire aussi, comme je l'ai déjà fait remarquer, que le Canada se sent relativement en sécurité dans un monde où la sécurité est toute relative.

Intérêts nationaux – internationaux

Toutefois, les questions de sécurité collective ne représentent qu'une facette du faisceau d'intérêts nationaux qui nous ont amenés à œuvrer en faveur d'institutions et de systèmes internationaux et multilatéraux malgré les capacités nationales qui auraient pu nous conduire dans une direction différente. Lester Pearson, qu'on a associé à tort exclusivement au courant internationaliste et altruiste, a également dit que la politique étrangère n'était rien de plus que la politique nationale coiffée du haut-de-forme.

Nos besoins nationaux en matière de marchés, de main-d'œuvre, de capitaux et de technologie ont directement profité des organisations et des accords internationaux de l'après-guerre. Et tant mieux si notre esprit missionnaire a relevé la capacité du Canada de contribuer à l'ordre mondial.

Le nationalisme à la Trudeau

Si Lester Pearson est associé au courant internationaliste canadien, le premier ministre Trudeau, pour sa part, est souvent rangé dans l'école de l'intérêt national et associé à une période, à la fin des années 60 et au début des années 70, où les gens ont commencé à remettre en cause le rôle du Canada dans le monde. Ce fut, de toute évidence, une époque où tellement de nouveaux acteurs se sont présentés sur la scène internationale que le concept pearsonien de l'efficacité des systèmes internationaux était remise en cause de toutes parts.

Le courant de l'intérêt national est passé de la récessivité à la dominance. On retrouve dans la « Politique étrangère au service des Canadiens », étude faite en 1970 sur la politique étrangère, une phrase qui attira de nombreuses critiques malgré sa similitude avec la définition pearsonienne que je viens de mentionner. On y disait que la politique étrangère « est le prolongement, à l'étranger, de la politique nationale ».

On y faisait état du désenchantement du public avec le rôle « d'homme-à-tout-faire international » et on y proposait que le Canada recherche moins la popularité et davantage son intérêt national. On y mettait également en évidence le lien direct entre le comportement à l'étranger et des questions comme la souveraineté et l'unité nationale.

Ce déplacement d'accent s'explique, dans une certaine mesure, par les fluctuations de notre démarche politique dont j'ai déjà parlé. Certes, il existe bien une pincée de nationalisme dans nos réactions à bon nombre des pressions de l'extérieur. Mais à l'occasion, on retrouve aussi une forme de modestie bizarre et tenace qui amène les Canadiens à se déprécier.

Robertson Davies avait décelé cette tendance dans notre littérature. Il a écrit à ce sujet ce qui suit : « Notre attitude nationale à l'égard de la littérature est ambiguë. Nous posons de sombres questions à son sujet telles que : « Qui est notre grand poète ? » « Quand nos écrivains témoigneront-ils de notre identité nationale ? » Toutefois, quand un livre traite de façon indiscutable de réalités canadiennes, on l'accueille avec un certain embarras. Quand nous demandons une littérature nationale, c'est comme si nous demandions des portraitistes dans un pays où personne ne veut poser. »

Nous retrouvons quelque peu le même syndrome en ce qui a trait à la politique étrangère. Si nous sommes fiers qu'un Lester Pearson ait obtenu le prix Nobel de la paix, cela ne nous empêche pas de nous plaindre que le maintien de la paix pèse sur nos ressources, que l'aide étrangère est un gaspillage d'argent ou que le dialogue Nord-Sud ne constitue qu'un acte de foi chimérique.

Ceci me ramène aux dires selon lesquels le concept trudeauvien de l'intérêt national serait en quelque sorte mesquin. Cela étonne parce que l'augmentation massive de l'aide étrangère et un appui très ferme au tiers-monde ont été, au moins autant que la poursuite calculée de l'intérêt national et de la « realpolitik », la marque de la politique étrangère canadienne au cours des quinze dernières années.

Certes, nous avons voulu nous assurer que notre politique étrangère reflétait et prenait en compte nos intérêts sur les plans de l'économie, de la culture et de la sécurité. Nous avons carrément mis la politique étrangère au service de l'unité nationale. Nous avons agi unilatéralement afin de protéger l'écologie et nos ressources marines, même si ce fut après une recherche exhaustive d'un consensus international dans ce domaine. Enfin, nous avons agi pour défendre la souveraineté de nos médias et de nos ondes de diffusion.

Toutefois, notre conception de l'intérêt national n'a jamais été si étriquée que notre adhésion au système mondial en ait sérieusement souffert. Je pense entre autres au travail accompli à la Conférence sur le droit de la mer ainsi que dans de nouvelles instances comme le sommet de Cancun sur les relations Nord-Sud et à notre

participation à tout un éventail d'organisations internationales et de négociations multilatérales.

En somme, notre credo internationaliste avec, en contrepoint, notre sens de l'intérêt national ont modulé et continueront sans doute de marquer notre démarche en matière de politique extérieure.

L'avenir

J'en arrive maintenant à mon quatrième et dernier thème : un regard prospectif sur notre cheminement. Quelles mutations interviendront au niveau des composantes qui président à l'élaboration de nos politiques ? À quels choix devons-nous faire face ? Comment gérerons-nous les chocs et les surprises que nous réserve sans aucun doute l'avenir ? Si dès 1934 Lester Pearson voyait l'énergie nucléaire comme le miracle et la menace de l'avenir, de quel côté devrait se porter notre regard ?

Même si on préférerait prédire la naissance de nouvelles notions sociales et politiques susceptibles de promouvoir la paix, la prospérité et l'ordre dans le monde — et ce serait certainement à faire — j'ai bien peur, cependant, que ce ne soit le monde de la technologie qui devienne le moteur le plus puissant du changement.

Je suis prêt à avancer qu'aucune percée au cours des décennies à venir ne pourra se comparer au phénomène de la puissance destructive totale que recèle le développement de l'arsenal nucléaire. Il se peut que nous trouvions d'autres façons de nous détruire et de détruire l'humanité, en faisant, par exemple, de grandes trouées dans la biosphère, en faisant fondre la calotte polaire ou en transformant la planète en gruyère par des forages en profondeur. Toutefois, il est improbable qu'on trouve un rival à la prolifération des armes nucléaires que les États mettent au service de leurs politiques.

Il sera donc impératif de contrôler ces armes et d'en arrêter la prolifération internationale, et cela du moins jusqu'à ce que la sécurité d'un État puisse être assurée sans devoir menacer celle des autres.

Nouvelles technologies

Dans les autres secteurs techniques, je crois que l'onde de choc viendra de l'effet des nouvelles technologies cumulé en progression géométrique plutôt que d'une grande percée dans l'un ou l'autre secteur. Les utilisations de plus en plus ramifiées du microprocesseur en offrent un exemple patent.

Cette onde de choc sera nourrie par les multiples interconnexions entre les technologies existantes. Le mariage de l'ordinateur et des télécommunications a débouché sur la télématique. Je peux d'ailleurs vous donner en exemple du choc de cette nouvelle technique sur mon propre ministère, celui des Affaires extérieures. En 1961, environ 2 700 télégrammes passaient chaque jour par notre réseau de communications diplomatiques. Ce chiffre approche maintenant de 19 000. En somme, il a septuplé en vingt ans. Aucune autre activité du Ministère n'a connu une telle croissance.

Il existe un autre lien éventuel, qui se répercutera inévitablement sur les affaires internationales, dans le secteur des biotechnologies qui attellent des micro-organismes à la production de protéines, de médicaments, de denrées pour les bestiaux et de plastiques. Cette nouvelle discipline a des applications en agriculture, en foresterie et dans les industries d'extraction. Le transfert de ces connaissances aux pays en voie de développement pourrait avoir une incidence économique énorme.

Toutefois, la technologie n'est pas un élément neutre. Sur le plan des relations internationales, nous devons fréquemment faire face à sa force déstabilisatrice qui se présente sous diverses formes : perfectionnement de plus en plus poussé des armes classiques et leur disponibilité croissante ; violence de la réaction au stress causé par le changement technologique dans les sociétés traditionnelles ; ambiguïté au niveau du transfert et de la distribution des techniques industrielles — transfert qui peut être justifié en soi mais dont les retombées peuvent entraîner concurrence, rivalités et dislocation économique ; privation technologique utilisée comme instrument de négociation dans les relations Est-Ouest. Tous ces facteurs doivent être assimilés par le système mondial et par notre propre démarche politique.

Il y a aussi d'autres choix auxquels nous devons peut-être faire face. Dans leur rapport *Global 2000*, Gerald Barney et ses collaborateurs analysent les perspectives d'avenir pour le Canada, notamment en ce qui concerne la démographie, les ressources naturelles et l'environnement. L'évaluation est remarquablement positive à nombre d'égards.

Cependant, le rapport fait état d'une tendance qui pourrait influencer considérablement sur notre démarche et qui pourrait poser des choix très difficiles, ou même entraîner une révision majeure de nos relations avec le reste du monde. En effet, M. Barney et ses collaborateurs prévoient que les autres nations exerceront une pression croissante sur le Canada afin que celui-ci les approvisionne de plus en plus sur le plan de l'alimentation, de l'énergie et des produits forestiers et minéraux. De telles pressions grèveraient de plus en plus nos ressources terrestres, aériennes et aquatiques.

Pays jouissant d'une sécurité relative dans un monde où l'insécurité est plutôt à l'ordre du jour, le Canada pourrait susciter encore plus l'envie. La perception qu'on a de nous pourrait être beaucoup moins positive qu'elle ne l'est aujourd'hui. Il se pourrait également que l'on nous presse de partager notre espace et notre territoire avec une population beaucoup plus importante.

Un Canada assiégé ?

Je veux m'arrêter un instant à cette possibilité parce que nous n'avons pas encore, au 20^e siècle, eu le sentiment que notre pays était assiégé de l'extérieur. Certes, nous connaissons nos faiblesses mais nous espérons pouvoir les vaincre. L'équilibre entre les investissements étrangers et le contrôle national, sujet certes controversé, fait cependant partie de notre réalité quotidienne. Nos ventes céréalières sont guidées par une symbiose globale entre nos capacités nationales, notre sens de l'entreprise, le marché

et des accords à long terme. Nos exportations de ressources naturelles sont dosées par un ensemble quelque peu brouillon mais confortablement canadien d'intérêts privés, de droits provinciaux et de l'intérêt public tout court interprété par le gouvernement canadien.

Toutefois, il faut se demander comment nous réagissons tous et quel sera l'effet sur notre démarche politique quand les exigences du monde qui nous entoure non seulement déborderont largement nos capacités mais s'exerceront avec une pression, voire une force, croissante. Ou quand les ventes d'aliments ou de papier seront considérées non plus comme des transactions commerciales mais comme une répartition fondamentale des ressources de la planète.

Cette image d'un Canada assiégé peut bien nous surprendre. Cependant, sa première incidence se fera sentir au cœur même de mon analyse de notre démarche politique. En effet, il sera d'autant plus difficile de maintenir à la fois notre adhésion à l'ordre mondial et nos intérêts en tant que nation indépendante.

Cette double préoccupation qui — j'espère vous l'avoir démontré — est en réalité unique, pourrait être soumise à des pressions extrêmes. Notre adhésion à un système ouvert d'échanges internationaux pourrait être remise en cause par l'avènement d'un réseau parallèle d'accords bilatéraux. Nous pourrions nous attendre à de fortes pressions de la part de nations consommatrices et nous aurions alors à élaborer des mesures nationales en conséquence. Le pluralisme confortable qui règne dans notre société devra peut-être se mettre à l'école des États qui se comportent comme des compagnies, ou des compagnies qui se comportent comme des États.

Il faudrait que nous songions à établir des relations économiques plus complexes, mieux calculées et soigneusement balancées avec des clients importants tels que la Communauté économique européenne, les États-Unis et le Japon. Il nous faudrait peut-être exiger en contrepartie de l'accès à nos ressources de nombreux avantages sur le plan des techniques de pointe. Il nous faudrait pratiquer avec les autres nations industrialisées un degré élevé d'interdépendance selon des modalités que nous commençons à peine à entrevoir.

Il existe, à mon avis, un dernier élément qu'il faut ajouter à un scénario de l'avenir et qu'il nous serait extrêmement difficile d'intégrer dans notre démarche. Nous ne pourrions notamment plus compter sur la croissance économique, sous sa forme actuelle, comme force motrice sur le plan national ou international.

Jusqu'à maintenant, on a considéré la croissance comme l'un des principaux indicateurs de la santé de l'économie. Bien qu'elles soient contestées par les écologistes et les partisans d'une société à la mesure de l'homme, la croissance économique et l'anticipation d'une croissance économique ont été considérées presque comme des lois de la nature. Selon le slogan, la croissance est bénéfique, et partant, synonyme de progrès.

Je me demande si nous ne devons pas, dans un proche avenir, repenser notre façon d'envisager la croissance économique ; rajuster notre tir de façon à ne pas voir uniquement la taille de notre économie nationale, mais aussi les éléments qui la composent. L'absence de croissance est-elle nécessairement synonyme de stagnation et de récession ? Peut-être avons-nous besoin d'une révision radicale de notre démarche politique, de notre tissu social et de nos attentes individuelles et collectives.

Un changement de cet ordre ne pourrait toutefois s'opérer en vase clos. Nous devons modérer tous ensemble, et de concert, les anticipations de croissance qui persistent dans de nombreux pays, de crainte que des objectifs conflictuels ne démolissent entièrement toute possibilité de cohérence internationale. Quant à l'ambiance nationale qui préside à l'élaboration de nos politiques, il nous faudrait sans doute créer un sentiment beaucoup plus profond de complicité parmi les gouvernements, les gens d'affaires et les travailleurs. Est-ce utopique d'aspirer à une sorte de contrat social garantissant que nous ne serons ni divisés entre nous ni dirigés par d'autres ?

Mais enfin, il n'est pas sûr que ces scénarios, ni les changements qu'ils laissent entrevoir dans notre démarche, se concrétisent. Cependant, si vous êtes ici, comme moi, pour réfléchir sur la façon dont des ponts peuvent être jetés entre le connu et l'inconnu, je vous laisse cette réflexion à titre d'hypothèse.